Retour sur la recherche à l'École nationale supérieure de paysage de Versailles-Marseille (1995-2011)

Projet paysagiste, projets sociétal et politique de paysage

*Going back on the research at the Ecole nationale supérieure de paysage de
Versailles-Marseille (1995-2011) – Landscape projects, societal and political
projects of landscape.*

Pierre Donadieu

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/paysage/16094>

DOI : 10.4000/paysage.16094

ISSN : 1969-6124

Éditeur :

École nationale supérieure du paysage de Versailles-Marseille, Institut national des sciences
appliquées Centre Val de Loire - École de la nature et du paysage, École nationale supérieure
d'architecture et de paysage de Bordeaux, École nationale supérieure d'architecture et de paysage de
Lille, Agrocampus Angers

Référence électronique

Pierre Donadieu, « Retour sur la recherche à l'École nationale supérieure de paysage de Versailles-
Marseille (1995-2011) », *Projets de paysage* [En ligne], 7 | 2012, mis en ligne le 16 janvier 2012, consulté
le 08 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/paysage/16094> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/paysage.16094>

Ce document a été généré automatiquement le 8 mai 2021.

La revue *Projets de paysage* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons
Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Retour sur la recherche à l'École nationale supérieure de paysage de Versailles-Marseille (1995-2011)

Projet paysagiste, projets sociétal et politique de paysage

Going back on the research at the Ecole nationale supérieure de paysage de Versailles-Marseille (1995-2011) – Landscape projects, societal and political projects of landscape.

Pierre Donadieu

- 1 Créée en 1976 comme établissement d'enseignement supérieur et de recherche rattaché à l'École nationale supérieure d'horticulture de Versailles (ENSH), l'École nationale supérieure de paysage de Versailles-Marseille (ENSP) a progressivement mis en place une organisation des activités scientifiques de recherche. Nous avons analysé cette mise en place selon trois périodes (Donadieu, 2009). La première avant 1976 est liée à l'histoire de l'enseignement dans la Section du paysage et de l'art des jardins (SPAJ) de l'ENSH qui a précédé l'ENSP. La deuxième (1976-1995) correspond à la mise en œuvre de la formation de l'ENSP avant le départ de l'ENSH à Angers et la troisième (1995-2005) à la phase pionnière de l'installation du laboratoire de recherche de l'ENSP (Larep) devenu établissement autonome au sein du ministère de l'Agriculture. Au cours de cette dernière période, et jusqu'en 2011, les résultats des premières thèses de doctorat ont été publiés. Je développerai dans ce qui suit les principaux enseignements de cette période fondatrice, pour montrer que les bases de nouvelles sciences du projet de paysage ont été proposées : du projet paysagiste de paysage au projet sociétal et politique de paysage.

Les prémisses des sciences du projet paysagiste de paysage (*landscape design studies*)

Le paradigme phénoménologique

- 2 Au cours de la période 1995-2010, les bases théoriques d'une connaissance approfondie du projet de paysage des praticiens paysagistes ont été publiées par les chercheurs. En 1995, à la suite des travaux de l'anthropologue Jean-Pierre Boutinet (1990), le projet de paysage avait été défini comme un processus constructif de « mise en paysage », mi-flou, mi-déterminé, qui permettait de répondre à la commande d'organisation et de qualification des espaces de vie par les maîtres d'ouvrage (Donadieu et Corajoud, 1995). Il était distingué du projet d'architecture par la prise en compte des processus vivants (les temporalités cycliques et non cycliques des végétaux, en particulier) et des échelles géographiques des spatialités : du site au territoire de vie ou d'administration politique. Il partageait avec le projet urbain l'intégration des fonctionnalités matérielles et sociales de la ville, notamment la mobilité dans l'espace public. Trois couples caractérisaient le projet de paysage : « les rapports site-vide, temps-vivant et échelle-jardin » (p. 14). Traits qui permettaient la mise en cohérence « sensible » d'un territoire de vie. Dans la conclusion, nous indiquions les limites de l'outil de projet (la méconnaissance de l'efficacité du processus de planification paysagère), et de la rhétorique du texte-image pour « déployer un récit implicite ou explicite » à propos de l'espace à aménager.
- 3 En 2001, dans le n° 4 des *Carnets du paysage*, dans un dossier coordonné par Frédéric Pousin, de nouveaux éclairages, à partir de lectures phénoménologiques, sont ajoutés par les chercheurs pour souligner la dimension créative du projet de paysage. Jean-Pierre Boutinet y réaffirme le rôle essentiel de l'intentionnalité subjective des concepteurs, et des dimensions imaginaires et esthétiques apportées au territoire. Le rôle des franges et l'irréductibilité de l'hétérogénéité des territoires dans la pensée projectuelle paysagiste sont soulignés par Frédéric Pousin. De son côté, le paysagiste Denis Delbaere précise, en s'autoanalysant, les apports spécifiques des praticiens (les connexions entre les échelles de projet). Enfin le philosophe Jean-Marc Besse tente de « déplacer les frontières entre démarche artistique et démarche scientifique pour dégager le rôle de l'invention » (p. 62) en s'appuyant sur l'interprétation des pratiques cartographiques.
- 4 À ces deux étapes a succédé l'idée développée par le philosophe Gilles Tiberghien (2004), et reprise du psychologue Kurt Lewin (1890-1947), d'une science ou étude « hodologique », de la promenade et des chemins. S'appuyant, notamment, sur l'essai philosophique *L'Être et le Néant* de Jean-Paul Sartre (1947), Jean-Marc Besse développe l'idée de « l'espace hodologique comme un monde d'outils » (p. 29). Il indique comment *l'expérience du chemin* permet de penser l'étendue, non sur le mode scientifique objectif et mécaniste (calcul, prévision, modélisation), mais sur le mode subjectif expérientiel, et notamment poétique.
- 5 Ainsi interprétés par les théoriciens français, les fondements phénoménologiques de la pensée projectuelle paysagiste apparaissent clairement comme une alternative justifiée aux méthodes anglo-américaines rationalistes de *design* (Pousin, 2001, p. 62). Ils permettent de comprendre (et de faire comprendre) que les pratiques paysagistes s'inscrivent dans un paradigme philosophique logique mais non scientifique. Ce qui

veut dire que la pensée opérationnelle du projet ne peut être jugée en fonction de preuves factuelles (qu'il n'apporte pas), mais de sa capacité à montrer ce qu'il promet par la rhétorique du texte-image (la vision poétique du projet lui-même), et à en convaincre les destinataires. Voilées en principe par la théorie, les fonctionnalités indispensables de l'espace le sont-elles réellement ou redeviennent-elles plus simplement des outils au service des besoins et des désirs humains, ce qu'elles n'auraient jamais dû cesser d'être ?

- 6 Quand des projets sont analysés par de jeunes chercheurs après leur mise en œuvre, que nous enseignent-ils ?

Contribution à la connaissance du projet de paysage

- 7 Quand les urbanistes et les ingénieurs conçoivent les projets coloniaux des villes européennes à Tunis et à Sousse, puis à Rabat, les architectes paysagistes, comme le Français Jean-Claude Nicolas Forestier (1861-1930) étaient rares, mais commençaient à être consultés. À la fin du XIX^e siècle et au début du suivant, la présence des parcs, des jardins publics et des larges avenues plantées était considérée comme un palliatif sérieux des risques d'épidémies, une garantie d'attractivité pour les colons et un moyen de mieux contrôler les tumultes sociaux. En outre, il s'agissait, dans les deux nouveaux protectorats français, d'inventer des dispositifs techniques inédits, architecturaux et urbains, plus respectueux des cultures urbaines arabo-islamiques que dans les villes algériennes comme Alger ou Constantine. Dans ces deux médinas, les destructions par les militaires, puis par les urbanistes, avaient été déplorées.

Sousse (Tunisie)

- 8 La thèse de doctorat de l'architecte Afef Ghannouchi (2011) est consacrée surtout à l'installation des premiers quartiers européens autour du nouveau port de Sousse à partir de 1890, et à distance réglementée des remparts de la médina qui furent respectés et le sont toujours aujourd'hui. Aucune figure d'urbaniste et de paysagiste n'apparaît dans cette implantation, sous contrôle de militaires, d'administrateurs, d'ingénieurs et d'architectes, qui se fit quartier par quartier. Aucun projet paysagiste urbain comparable à celui de l'urbaniste Henri Prost à Rabat vingt ans plus tard n'est décelé. Pourtant, l'intention coloniale de créer un nouveau paysage urbain respectueux de l'ancien est présente : dans la modestie des architectures européennes sur le bord interne de la médina ; dans la construction de façades néomauresques (arabes) pour les édifices publics entourant la place Pichon au sortir de la porte Bab-Bahr (en particulier l'hôtel des Postes, le bâtiment des Travaux publics et l'école franco-arabe) ; dans la création de squares, de jardins publics et de rues plantées de palmiers sur les modèles parisiens et niçois, et dans la remarquable mise en scène de la nouvelle mairie au bord des quais, qui apparaît au voyageur venu de la mer sur la pente immaculée de la médina dominée par la forteresse de la kasbah.
- 9 Cette scénographie paysagère ne néglige pas les fonctionnalités urbaines. Celles-ci sont particulièrement développées dans les normes techniques de construction des rues et des trottoirs, l'alignement des façades, et la hauteur des édifices. Mais le projet de cette scénographie n'est pas seulement, dans la culture coloniale de cette époque, de créer un ordre urbain européen distinct de celui de la médina, mais de créer également un imaginaire social mixte empruntant à la fois à un Orient mythique et aux nouveaux

modèles urbains européens. Ce projet urbain de paysage n'a pas été formalisé comme aujourd'hui. Les cartes postales de l'époque comme les récits des voyageurs attestent cependant que la recherche de scènes pittoresques urbaines était une promesse d'instantanés poétiques pour les voyageurs européens. Sans doute l'art paysager n'y fut-il pas aussi déployé qu'à Tunis, avec la création, dans les années 1890, du vaste parc du Belvédère et du mail monumental de Ficus de l'avenue Jules-Ferry (avenue Habib-Bourguiba depuis l'Indépendance). Et Sousse manque peut-être de ces joyaux de l'arabisation que sont la Koubba et surtout le casino du Belvédère construit et inauguré en 1901 par l'architecte Jean-Émile Resplandy, en « offrant une vue imprenable sur le golfe de Tunis » (Hueber et Piaton, 2011). Sousse et Tunis furent les laboratoires de paysage des villes européennes au Maroc, de Rabat et de Marrakech.

Rabat (Maroc)

- 10 L'architecte paysagiste Mounia Bennani revisite cette histoire racontée et analysée dans sa thèse de doctorat soutenue en 2006 (Bennani, 2012). Quand les colons français arrivent à Rabat, modeste médina située sur la Côte atlantique au bord de la vallée de l'oued Bouregreg, le premier résident général du protectorat, le général Lyautey (1854-1934), connaît l'expérience tunisienne. Il appelle alors l'architecte paysagiste Jean Claude Nicolas Forestier et l'architecte urbaniste Henri Prost (1874-1959). Ce dernier applique les principes du système urbain de parcs de Forestier et ménage, comme à Sousse, des espaces *non aedificandi* autour des remparts de la médina, du palais royal, de la tour Hassan et des ruines du Chellah.
- 11 En ménageant, depuis la Résidence générale, des vues sur l'océan, la médina, la cité mérinide du Chellah et l'embouchure de l'oued, le projet scénographique d'Henri Prost se déploie sur l'ensemble du site urbain dont il trace les futurs *parkways* autour du *mechouar*. Mais c'est autour de trois petits parcs, le jardin d'essai (acclimatation des végétaux cultivés) en 1912, puis le jardin public voisin du Belvédère à partir de 1917, et le jardin du Triangle de vue créé par Marcel Zaborsky en 1924, que la ville européenne fut construite à proximité de la médina.
- 12 Comme dans l'expérience tunisienne, dont ils s'inspirent, les praticiens paysagistes et urbanistes mettent en œuvre les principes universels de la science naissante et de l'art renouvelé des villes coloniales. Henri Prost poursuivra cette œuvre de planification urbaine au Maroc (Marrakech, Casablanca, Fès, Meknès) mais également à Alger et à Istanbul. Les principes du projet de paysage deviennent plus lisibles qu'en Tunisie en introduisant les notions d'espace libre, de cône de vision, de perspective, d'espace tampon, de promenade et de flânerie, et en installant des continuités physiques, piétonnes, entre les parcs et les jardins publics de différentes tailles. Rabat a été conçu sur les modèles du système de parcs et de la cité-jardin dont débattaient, entre les deux guerres, les urbanistes et les paysagistes réunis par la Fondation du Musée social à Paris. Comme en témoignent les cartes postales, les affiches touristiques et la littérature coloniale, l'apparition de l'imaginaire des paysages *rbati*, les vues pittoresques sur la médina de Salé, la tour Hassan, l'antique cité du Chellah et la citadelle des Oudaïas, date de l'époque coloniale. Ils exaltent autant la spiritualité poétique de la culture arabo-islamique et andalouse du Maghreb (le patrimoine des jardins des Oudaïas et du Chellah) que la prégnance du projet colonial français (le jardin d'Essais de l'Agdal, la Résidence générale, la cathédrale, par exemple). À ce titre,

et nous le développerons plus loin, ils font le lien avec la notion culturaliste de projet sociétal de paysage. Mais qu'en est-il aujourd'hui ?

Montpellier et Perpignan

- 13 Dans sa thèse soutenue en 2011, l'architecte paysagiste Fanny Romain compare la politique paysagère concernant deux rivières de deux villes françaises situées au nord de la Méditerranée : le Lez à Montpellier et la Têt à Perpignan. Y retrouve-t-elle les principes de paysagement urbain mis en œuvre un siècle plus tôt au Sud ? À Montpellier, elle montre, comme l'avait fait Gaëlle Aggéri (2010), qu'à la période des années 1970 du Lez canalisé et bétonné dans le quartier Antigone avait succédé celle plus récente du « Lez vert ». Au souci majeur des élus de se protéger contre les risques d'inondation avait succédé le goût pour des espaces publics végétalisés dont les paysages étaient autant inspirés par la peinture de paysage (le parc Méric) que par le souci de la biodiversité (la gestion différenciée des parcs). À Perpignan, où la Têt a gardé son aspect sauvage, elle constate des divergences de jugement entre les partisans d'une rivière urbaine plus attractive et ceux qui en décèlent les intérêts actuels fonctionnels (la protection naturelle contre les crues, la biodiversité) et esthétiques (la nature sauvage).
- 14 Pendant la période coloniale, l'intérêt pour les rivières urbaines torrentielles et les plans d'eau était inexistant, à Rabat (l'oued Bouregreg) comme à Alger (l'oued El Harrach) ou à Tunis (la lagune). Encore aujourd'hui, ce sont des égouts, des délaissés urbains, des lieux dangereux et parfois pestilentiels. En Europe, le retour vers le fleuve urbain est récent et spectaculaire. Les élus de Bordeaux, de Lyon, de Nantes, de Paris, de Londres doivent aux urbanistes, aux architectes et aux paysagistes la reconquête des espaces publics de bord de l'eau au cours des quinze dernières années.
- 15 Ce qui est très comparable entre les villes du Nord d'aujourd'hui et celles du Sud d'hier est l'émergence du projet urbain de paysage comme moteur de la production des ambiances urbaines et des qualités formelles requises par le marketing urbain et territorial. Hier au service du prestige de la puissance coloniale, aujourd'hui au service d'élus politiques soucieux de l'attractivité de leurs villes, de la mobilité des habitants (le tramway hier comme aujourd'hui), de leur salubrité (eaux non polluées) et de leur confort (l'extension des zones piétonnières, le retrait du trafic automobile dans les centres), de leur patrimoine architectural et historique (à des fins identitaires autant que touristiques), l'action paysagère scénographique en Europe s'est fondue dans la politique urbaine qui ne peut plus s'en passer, au moins en Europe du Nord. Ces actions qui visent la qualification de l'espace urbain pour les habitants ne sont pas dissociables de leurs cultures paysagères.

Des créateurs de paysages et de jardins à la société paysagiste

- 16 Du point de vue méthodologique, les recherches publiées sur le projet paysagiste de paysage relèvent de trois types de postures. La première concerne les sciences historiographiques (comme dans les cas de Mounia Bennani et d'Afef Ghannouchi), et vient à la suite des travaux de beaucoup d'autres (notamment en France Jean-Pierre Le Dantec, Michel Baridon, Michael Jakob, Monique Mosser et Hervé Brunon), qui se sont intéressées aux créateurs de paysage et de jardins en Europe au cours des quatre

derniers siècles. Les résultats de ces travaux ont été réunis par l'architecte et historien Michel Racine (2001, 2002).

- 17 Émergente, la deuxième posture s'appuie principalement sur la géographie sociale, culturelle ou historique en analysant les représentations et les pratiques de l'espace des acteurs des projets et des habitants concernés (Fanny Romain, Gaëlle Aggéri). Ce courant est marqué par les travaux des pionniers géographes, ethnologues ou sociologues (Françoise Dubost, Bernadette Lizet, Yves Luginbühl, et plus récemment Yvan Droz et Sophie Le Floch), et des historiens (Alain Corbin, Serge Briffaud). Le dernier pôle plus hétérogène, en général sur des bases phénoménologique et herméneutique, réunit les travaux de nombreux chercheurs, philosophes ou non (Alain Roger, Jean-Marc Besse, Gilles Tiberghien, Frédéric Pousin, Raffaele Milani, Catherine Chomarat-Ruiz, entre autres) et les textes publiés par les architectes paysagistes eux-mêmes (Bernard Lassus, Michel Corajoud, Gilles Clément, Michel Desvigne, etc.).
- 18 Quelle relation existe-t-il alors entre la notion de projet de paysage, de mieux en mieux connue, et celle de projet de la *société paysagiste* que j'avais décrite il y a dix ans (Donadieu, 2002) ?
- 19 J'avais défini la société paysagiste à partir de ses désirs individuels de bien-être et de bien-vivre là où elle était ; et de ses satisfactions (ou de ses regrets) de percevoir (ou pas) dans ses milieux de vie ce qu'elle attendait, d'un point de vue moral et esthétique, du monde ambiant. Cette société, qui n'est pas unitaire, se fragmente en manières distinctes de regarder le monde, selon les interprétations culturelles qu'elle en fait. Et elle produit ses espaces de vie selon ces modèles et la manière de s'en inspirer, de s'y soustraire, et donc d'en inventer d'autres. La société paysagiste est une société de projets, comme toutes les sociétés humaines. Elle cherche à changer (progrès), ou à résister au changement. S'il existe aujourd'hui des projets de paysage comme outils de l'adaptation de l'espace aux désirs sociaux et politiques, c'est surtout parce que ces sociétés sont sollicitées par ce que leur apporte l'offre de consommation pour mieux vivre et mieux habiter là où elles sont ; pour éprouver du plaisir et des émotions ; pour satisfaire des rêves et, dans cette direction, pour imaginer une justice, une équité, une liberté, une solidarité plus satisfaisante que celles qu'elles éprouvent et constatent.
- 20 En d'autres termes, il n'y a pas de projet paysagiste de paysage sans projet sociétal (sociopolitique) de paysage, sans valeurs morales, et réciproquement le projet sociétal de paysage ne peut se passer, sans risque d'utopies chimériques, de projet politique et de projet paysagiste de paysage pour tenter de réguler les conséquences du marché libéralisé. Que savons-nous aujourd'hui de ce projet sociétal de paysage, sinon, surtout, par les travaux des anthropologues (Voisenat et Notteghem, 1995).
- 21 Prenons un exemple donné par l'anthropologue américain John Brinckerhoff Jackson (1990). Dans le Nouveau Mexique, il décrit les paysages vernaculaires des habitats locaux : des caravanes usées sur des parkings, et des petites maisons pauvres et souvent vétustes, avec peu de pièces, vouées en général à des usages familiaux multiples. Il oppose ainsi « l'espace vernaculaire à partager, jamais exploité et monopolisé, l'espace commun (*common place*) » des familles à revenus modestes, prêts à déménager pour trouver du travail, aux territoires des maisons cossues (*mansions*) avec jardins et pièces intérieures spécialisées. De manière comparable, Claudia Petry décrit dans sa thèse, soutenue en 2003, les paysages vernaculaires urbains brésiliens construits sur le modèle européen allemand (les façades à pan de bois des maisons de Blumenau) ou portugais

(la ville de Goiás, dans l'État éponyme, très comparable à l'ancienne cité royale d'Evora à 150 kilomètres de Lisbonne).

- 22 Les sociétés européennes ont été (et sont toujours) des sociétés paysagistes puisqu'elles disposaient de modèles historiques de ville et d'architecture et que l'on retrouve ces formes exportées à travers le monde anciennement colonisé. À l'intérieur de ces sociétés, des manières très différentes de se donner à voir, et de faire usage de l'espace public et privé de vie, ont distingué et distinguent encore aujourd'hui les groupes sociaux selon leurs revenus et leur statut social. Ces projets sociétaux ne sont pas toujours explicites, mais se transmettent de famille en famille, de groupe en groupe humain, de communauté en communauté, comme un lien patrimonial : manières de construire, de s'alimenter, d'adhérer à une religion, de vivre ensemble dans tel ou tel espace commun, privé ou public, d'en fixer les règles et de les faire respecter dans un cadre territorial : du village, à la ville, à la région et à la nation. Le projet sociétal de paysage s'inscrit volontiers aujourd'hui dans un cadre juridique national comme dans la plupart des pays européens (loi sur la protection des sites et monuments, ou de la nature, lois d'urbanisme, d'environnement, etc.), ou supranationaux (Convention européenne du paysage de Florence de 2000). Soit il reste le miroir des attentes sociales de mieux-vivre et de mieux-être là où les sociétés habitent (projet fondé sur la concertation et la participation sociale *bottom up*), soit il est traduit par les pouvoirs publics sous forme d'injonctions juridiques *top down*, et peut n'exprimer que les attentes de l'État qui ne correspondent pas nécessairement aux attentes sociales, nationales ou locales.
- 23 Quelques thèses de doctorat ont permis de mieux éclairer cette notion émergente, et de répondre aux questions suivantes : une société dite paysagiste peut-elle imaginer et mettre en œuvre ses paysages futurs ? Si oui, comment peut-on en cerner la nature et l'intentionnalité, consciente ou non ?

Émergence d'une science des projets sociétal et politique de paysage

- 24 La notion de paysage suppose la construction d'une relation humaine, à la fois active, perceptive, vécue et cognitive, à l'espace, au temps et à la nature. Le paysage perçu révèle les valeurs mobilisées par une société, mais n'existe que par et pour celui ou celle qui l'interprète. Si l'on peut cerner un projet sociétal, c'est en étudiant les manières de penser les spatialités et les temporalités à venir d'une société et de ses groupes constituants. À l'échelle temporelle et spatiale de l'expérience d'une randonnée touristique dans la montagne pyrénéenne, Anne-Sophie Devanne (2012) a cherché à comprendre comment cette relation était élaborée par un groupe de marcheurs.

Phénoménologie de la marche touristique

- 25 Elle montre que l'expérience du touriste, qui n'est pas celle de l'habitant, résulte, dans un contexte individuel et culturel donné, d'une « imbrication de l'occasionnel et du quotidien ». Il existe, écrit-elle, trois moments clés dans une expérience touristique : avant le départ, *i. e.* le moment où la personne prépare son séjour et se forge une image *a priori* ; pendant le séjour, *i. e.* le moment où le touriste perçoit et interprète une réalité

concrète et matérielle ; après le séjour, enfin, *i. e.* le moment où l'individu organise ses souvenirs et communique son expérience. Le touriste, contrairement à l'habitant, choisit en fonction de ses désirs et de ses moyens d'être dépaysé, parce qu'il peut et veut l'être, et avec qui cela lui convient.

- 26 Grâce à des méthodes d'entretiens semi-directifs auprès des randonneurs, avant, pendant et après la randonnée, Anne-Sophie Devanne montre que le projet collectif est une construction sociale à la fois mentale et matérielle. La quête de paysages y devient parfois secondaire par rapport à des contraintes physiques (la douleur, la fatigue) ou à la priorité donnée aux relations entre les membres du groupe (entraide, partage, animosité, désaccord, etc.). C'est à partir de l'interprétation des récits de randonnées que la part des motifs de paysages remarquables (une vieille grange, un troupeau, un panorama au sortir d'un col), des moments marquants (événements climatiques, chutes), des rencontres faites (d'autres randonneurs) et des émotions éprouvées et mémorisées, que le temps et l'espace du projet de marche sont reconstruits. C'est en fonction de la conscience sélective des marcheurs que le sens des spatialités prend forme, par rapport à une intention collective qui s'est concrétisée. Descriptive et interprétative, la méthode qualitative utilisée relève de la phénoménologie herméneutique développée en France par le philosophe Paul Ricoeur (1913-2005). Elle n'explique pas les faits évoqués, mais les donne à comprendre en les mettant en relation avec l'expérience des marcheurs. Elle en restitue ainsi les significations vécues dans l'espace-temps de la randonnée.
- 27 La notion de projet sociétal de paysage prend ici forme et réalité à partir d'un groupe d'individus mobiles, qui, en principe, ne laisse pas de traces physiques derrière lui et ne modifie pas les paysages traversés. Qu'en est-il quand les projets d'une société transforment irréversiblement les paysages, et que les habitants de ces territoires peuvent en parler au chercheur ?

Au bord de l'étang de Berre

- 28 Dans sa thèse de doctorat (2004), Séverine Steenhuyse (2012), en tant qu'artiste photographe, insiste sur l'importance de la parole habitante qu'elle a recueillie. Amorcée dans les années 1930 à l'initiative de l'État français, l'industrialisation des bords de l'étang de Berre s'est traduite par l'implantation de plusieurs raffineries, et par des pollutions chroniques de l'environnement aérien et aquatique. Il en reste aujourd'hui, après la crise pétrolière des années 1970, écrit-elle, « une configuration inaboutie, mal maîtrisée, oscillant entre le laisser-aller et un aménagement presque autoritaire. Et des habitants, dont la moitié est très récente et vient d'ailleurs, qui ont perdu leurs attaches, leur attachement à une terre, qui les regrettent ou les ignorent comme y invite la vie quotidienne moderne ».
- 29 Elle montre que deux grandes catégories de représentations et de pratiques émergent autour de l'étang : celle de l'habitant, proche et dépendant de ses usages du territoire, qui ne demande qu'à inscrire ses pratiques (déplacements, habitat, loisirs, travail) dans un horizon signifiant, et celle des acteurs du territoire, obnubilés par la « fonctionnalité » d'un espace, mais incapables d'introduire une dimension symbolique dans leur conception, comme si eux-mêmes n'habitaient pas le territoire. Dans cette recherche s'articulent deux types de projet de paysage. Celui – étatique – du gouvernement qui a localisé l'industrie pétrolière autour de l'étang au nom de l'intérêt

économique de la nation et de l'idée qu'il se faisait du bien-être local dépendant de l'emploi ainsi créé. Et celui – paysagiste – du chercheur qui tente d'inventer un récit « mythopoétique » de réenchantement des lieux et des paysages en situation de déréluction. Mais ces deux intentions inscrites dans des temporalités différentes (celles de l'État, et celle du chercheur) peinent à s'articuler.

- 30 Devenue aujourd'hui architecte urbaniste de l'État, Séverine Steenhuyse avait ainsi dans sa thèse introduit la possibilité d'un projet de paysage en cherchant à formaliser des intentions appuyées sur le donné à percevoir, revisité par l'image photographique et les paroles habitantes. Elle se demande aujourd'hui si les trois échelles symboliques d'un territoire, le lieu identitaire, le « terroir » maîtrisable et le pays (l'autorité nationale), sont pertinentes, et comment il est possible d'articuler les parcours de chacun avec la géographie des lieux.
- 31 Comme dans le cas de la marche pyrénéenne, la méthode d'une herméneutique des récits (habitants ou touristes) apparaît prometteuse pour cerner les significations des milieux de vie par ceux qui peuvent en parler et être écoutés. Utilisée par les géographes, la même démarche interprétative permet de comprendre, mais aussi d'expliquer les relations fonctionnelles, symboliques et esthétiques des agriculteurs avec les arbres des bocages en Bretagne.

Arbres et bocages

- 32 Dans sa thèse soutenue en 2003, le géographe Samuel Périchon (2012) avait cherché à comprendre pourquoi, dans le département d'Ille-et-Vilaine, certains agriculteurs continuaient à émonder, sans raisons évidentes, les arbres en ragosses. Et pour quelles raisons les vergers de pommiers en haute tige persistaient dans les paysages alors que la conduite des arbres en haies fruitières basses était beaucoup plus rentable.
- 33 Dans le premier cas, dans le canton de Bécherel près de Rennes, il avait confirmé et précisé les travaux d'Yves Luginbühl et de Monique Toubanc (1997) qui indiquaient les raisons symboliques (affirmer l'identité paysagère d'un pays, d'une commune), patrimoniales (transmettre des pratiques héritées) et esthétiques de ces manières d'être dans le paysage, c'est-à-dire d'exister aux yeux des autres ; des autres agriculteurs notamment qui avaient dans ce même département décidé de se débarrasser des arbres en les arrachant (grâce surtout aux remboursements financés par les pouvoirs publics).
- 34 Dans le second cas, Samuel Périchon a analysé les récits de vie faits par trois générations d'agriculteurs pour raconter l'histoire de leurs pommiers à cidre. De leurs récoltes, les plus âgées disaient : « Les pommes, ça commençait de bonne heure parce qu'on avait tellement de variétés. Ici, on commençait vers le 20 septembre et on finissait vers le 10 décembre. [...] Quand les pommes étaient bien mûres, on les mettait dans une charrette puis on les passait au moulin. On le faisait toujours après midi. On le laissait jurer qu'on appelait ça. L'hiver, comme il fait nuit de bonne heure (vers 5 heures, 5 heures et demie), c'est à cette heure-là qu'on les montait dans le pressoir. Plus tard, le soir, on serrait le cidre. Et après le souper, on retournait resserrer le cidre pour ressortir du jus. Le lendemain, on retaillait le marc, c'est-à-dire qu'on coupait toutes les bordures du marc, on le mettait sous la clef et on resserrait une dernière fois le cidre. »

- 35 Et leurs enfants répondaient : « Étant gamin, c'était une corvée. Moi, je n'aimais pas ça quand il fallait ramasser les pommes. C'était comme une pénitence d'être à genoux sous les pommiers et pourtant, il y avait du monde. » Mais la suppression des vieux vergers devenus inutiles n'était pas envisagée : « C'est mon grand-père qui les a plantés, mon père les a entretenus, maintenant, ils sont là. Ils sont sur 20 ares, ça ne vaut pas le coup de les arracher pour mettre de l'herbe. »
- 36 Deux projets sociétaux de paysage se heurtent ici frontalement. D'un côté, celui des agriculteurs éleveurs et arboriculteurs qui ont adopté le modèle économique productiviste préconisé par l'État et l'Inra (des grandes parcelles mécanisables et drainées, avec peu d'arbres et presque pas de haies bocagères ; des vergers intensifs de pommiers conduits en basse tige). De l'autre, des agriculteurs éleveurs conservateurs qui, en dépit du travail demandé, ne renoncent pas aux émondes, et des propriétaires de vergers qui les conservent pour des raisons surtout affectives et familiales. Dans les paysages de bocage, les arbres des haies et des vergers traditionnels deviennent les marqueurs visibles par tous d'une résistance aux conséquences écologiques et paysagères des modèles productivistes, alors que leur disparition, il y a cinquante ans, symbolisait pour les agriculteurs une promesse de meilleurs revenus et de mieux-vivre.
- 37 Sous la forme de projets de paysage, Samuel Perichon, en tant que planteur d'arbres fruitiers à travers le monde, articule ses constats anciens avec son action personnelle. Avec la monoculture de cacaoyer dans le Guayas en Équateur, et dans le Chiapas au Mexique, il retrouve les mêmes oppositions qu'en Bretagne, entre agriculteurs âgés et jeunes planteurs, en dépit des conséquences écologiques des plantations industrielles (réduction drastique de la biodiversité et de la fertilité des sols).
- 38 Le projet paysager de territorialité (c'est-à-dire le sens des formes de visibilité des territoires) peut devenir alors un enjeu politique et social entre les projets sociétaux possibles et contradictoires de paysage, et les projets des paysagistes qui les mettent en œuvre. C'est ce que montre la thèse de Roland Vidal dans le cas de la mise en place de la station balnéaire de Sables-d'Or-les Pins en 1924 dans l'actuel département des Côtes-d'Armor.

Sables-d'Or-les-Pins, un projet territorialisé

- 39 Conçue dans les années 1920 comme une ville-parc de bord de mer, mais établie dans un jeu complexe et abouti de relations avec l'ensemble du territoire de son implantation, la station balnéaire est l'œuvre d'un entrepreneur original Roland Brouard, associé à deux paysagistes les frères Treyve. Leur projet ne se présente pas comme une composition posée sur *une table rase*, mais comme une nouvelle organisation d'un territoire, appuyée sur une bonne connaissance des usages antérieurs et ouverte à des usages à venir (Vidal, 2012).
- 40 Roland Vidal montre la singularité paysagiste du projet qui rend compte de l'identité sociale du substrat matériel sur lequel s'implante la station. Raccorder le réseau viaire de la cité balnéaire aux réseaux des chemins existants, à la plage et à la gare ; relier les producteurs agricoles du pays aux villégiateurs. Mais également concevoir une cité-jardin à l'image du Vésinet près de Paris en faisant appel à des paysagistes expérimentés, et plus exactement : « installer un grand parc paysager plutôt qu'une ville aux allées jardinées », en donnant l'impression d'une cité où les espaces publics sont plus importants que les espaces privés.

- 41 En déconstruisant le projet pour en souligner les traits caractéristiques, Roland Vidal souligne l'intérêt des savoir-faire des architectes paysagistes. Il écrit : « C'est bien là le propre d'un projet conçu avec une sensibilité et un savoir-faire de paysagiste pour qui les espaces ne doivent pas être aménagés en fonction d'usages prédéfinis, mais en fonction des potentialités du site. Ces potentialités, le projet doit les révéler de sorte à les ouvrir à des fonctions plurielles, et donc, aussi, à des usages qui n'existent pas encore. En ce sens, l'art du paysagiste est un art de l'anticipation. »
- 42 Sur ce fragment littoral, il y eut donc deux types de projet de paysage. Celui – sociétal et politique – de l'État, des entrepreneurs et des communes qui visait à ouvrir à l'économie touristique et de la villégiature des espaces dunaires déserts, et à rompre avec les territoires du vide côtier. Ce modèle économique était emprunté à l'Angleterre et aux pays du Bénélux. Pour le mettre en œuvre, un projet paysagiste permit de fonder une cité balnéaire qui empruntait à un autre modèle urbain à la mode entre les deux guerres : les cités-jardins, et se distinguait de ce fait des villes littorales nouvelles construites sur des variations du plan en damier, en France et dans les colonies.
- 43 Dans toutes ces situations historiques, le savoir anticiper la production de l'espace reposait autant sur des héritages de compétences professionnelles (le parc paysager) et des volontés politiques (la promotion du tourisme balnéaire) que sur des ruptures significatives (par exemple avec l'idéologie architecturale et urbaine de la *tabula rasa*). Ce qui signifie que les projets sociétal, politique et paysagiste sont intimement liés. Les deux premiers parce qu'ils induisent fortement la commande et la maîtrise d'ouvrage de projet de paysage. Le troisième parce qu'il permet à ces derniers de trouver les compétences de création des formes de l'aménagement en fonction du débat des idées dans le monde des concepteurs de jardins, d'architecture et de ville de cette époque (Le Dantec, 2002). Qu'en est-il aujourd'hui dans les projets urbains en France ?

Évaluer une politique de paysage

- 44 Au moment où le gouvernement décidait la mise en place d'une politique paysagère transversale aux ministères concernés (1995), j'avais défini le projet de paysage comme « un outil puissant de proposition de solutions aux problèmes posés, à l'échelle territoriale, par les commanditaires » et l'avait modélisé selon quatre pôles opératoires de sa construction : l'inventaire des paysages, le processus de projet au sens strict, la planification et la médiation (Donadieu et Corajoud, 1995, p. 61). Depuis cette époque, le projet politique – répondant par hypothèse à des attentes sociétales de qualité des paysages et des lieux – a été mis en œuvre. Les atlas régionaux ou départementaux ont été réalisés, les chartes de paysage des Parcs naturels régionaux validées, et les plans de paysage intégrés aux projets urbains des nouvelles intercommunalités. Dispose-t-on aujourd'hui d'outils pour évaluer les conséquences de cette politique publique gouvernementale ? La promesse de cohérence territoriale et paysagère est-elle tenue (comme à Sables-d'Or-les-Pins) ? Cette évaluation est-elle prévue ? Les chercheurs y travaillent et en particulier l'architecte paysagiste Didier Labat (2011) dans sa thèse de doctorat concernant la politique paysagère du Scot de l'aire métropolitaine de Bordeaux.
- 45 Il montre que l'évolution des paysages reflète, dans cette région, beaucoup moins les politiques de qualité paysagère que l'État et les pouvoirs publics locaux tentent de mettre en place, avec l'agence d'urbanisme, que les réalités politiciennes locales. Car,

dans chaque circonscription électorale, les gouvernants ont été élus pour mettre en œuvre les orientations politiques qui les ont portés au pouvoir.

- 46 Or l'appréciation des paysages (en pratique du cadre de vie de chacun) par les habitants d'une commune dépend surtout de la satisfaction de leurs intérêts particuliers. Par exemple, pour les propriétaires en vendant leurs terrains non construits pour l'urbanisation, et pour les habitants en s'opposant à cette évolution qui pourrait selon eux déprécier leur cadre de vie et leur capital immobilier. Selon les résultats des élections, les uns ou les autres seront favorisés, et le bien public confondu selon les cas avec une offre plus grande de logements, ou bien avec le profit qu'une majorité d'habitants tire de paysages protégés de l'urbanisation¹.
- 47 L'égoïsme des citoyens peut nuire à une action publique qui en dépend trop, écrit Michel Eltchaninoff², en s'appuyant sur le philosophe anglais Thomas Hobbes (1588-1679). Car, s'il n'y a aucun dirigeant pour faire valoir – quel que soit le niveau d'exercice du pouvoir – les biens et les maux communs à tous, la gestion des affaires publiques restera soumise à des oligarchies et de ce fait sera fortement handicapée.
- 48 Dans ces conditions créées par les règles de la démocratie, notamment en Europe, est-il possible que « la gestion des paysages comprenne les actions visant, dans une perspective de développement durable, à entretenir le paysage afin de guider et d'harmoniser les transformations induites par les évolutions sociales, économiques et environnementales » (article 1 de la Convention européenne du paysage de Florence de 2000) ? La qualité des paysages peut-elle refléter « les aspirations des populations en ce qui concerne les caractéristiques paysagères de leur cadre de vie » ?
- 49 Autrement dit, les règles de protection et de construction des paysages énoncées par les paysagistes dans les atlas, plans et chartes de paysage, et reprises en principe dans les documents d'urbanisme, peuvent-elles être appliquées correctement ? Rien n'est moins certain. Pourquoi ?
- Parce que, entre les recommandations d'un paysagiste et les prescriptions urbanistiques opposables à un tiers, s'interposent de nombreux filtres qui déforment ou annulent les propositions. Ceux notamment des élus des collectivités publiques (de l'intercommunalité à la commune) qui les sélectionnent et les interprètent.
 - Parce que ces recommandations ne sont pas toujours suffisamment précises, ou compréhensibles, pour être suivies d'effets opérationnels, par exemple en demandant de se préoccuper de « la qualité architecturale » ou de « la biodiversité » sans autres détails.
 - Parce que les prescriptions ne s'appuient pas souvent sur les acteurs locaux, sauf quand des lobbies (associations, organisations professionnelles) font valoir leurs intérêts. Par exemple les viticulteurs dans le Bordelais pour protéger le foncier viticole.
 - Et surtout en raison de l'absence d'évaluation prévue de l'efficacité de ces politiques publiques, qui, il faut l'admettre, n'ont pas été en général élaborées pour l'être.
- 50 Pourtant les politiques paysagères contribuent utilement à la mise en forme volontaire (et non subie) du cadre de vie. D'abord parce qu'elles obligent les élus à prendre conscience des évolutions tendanciennes des paysages et de leurs conséquences sur la qualité des cadres de vie des habitants. C'est le cas de la déprise industrielle et militaire, et des friches désolantes qui en résultent. Du fait également des risques locaux encourus dans le domaine environnemental (enfouissement non ou mal contrôlé de déchets par exemple), social (ségrégation des quartiers) ou économique (diminution des emplois).

- 51 En faisant savoir de plus aux conseils municipaux que la qualité de vie communale ne tient pas seulement à des équipements sophistiqués, à l'absence apparente de risques et au plein-emploi des résidents, mais également à la possibilité pour les habitants d'accéder facilement à une grande partie d'un territoire attractif, via les paysages des espaces publics et privés (trames vertes et bleues), et de se l'approprier (symboliquement).
- 52 Cependant, force est de constater que l'effectivité de ces politiques paysagères est souvent manifeste dans les centralités emblématiques des grandes métropoles (comme à Bordeaux, à Lyon ou à Nantes), mais se dissout dans les petites communes périurbaines moins fortunées et éclairées.

Conclusion

- 53 Ce tour d'horizon des travaux de recherche réalisés dans le cadre du Larep montre qu'il existe des méthodes et des résultats sur lesquels se fonder pour continuer à construire une science de la conception des projets de paysage. Aux pôles du projet paysagiste ou du projet sociétal, des projets politiques locaux à supranationaux, les méthodes pour produire ces connaissances sont disponibles : à partir de démarches phénoménologiques et herméneutiques, historiographiques, sociogéographiques ou anthropogéographiques, et des sciences politiques ; à l'échelle locale ou territoriale, avec des temporalités longues ou courtes.
- 54 Quelles que soient les spatialités, les temporalités et les disciplines, la pluridisciplinarité s'impose aux chercheurs, et mieux l'interdisciplinarité. Dans tous les cas, la question politique reste posée : est-il possible de s'opposer à des actions publiques qui oublient ou négligent l'intérêt commun local ou global des habitants ? Faut-il un despote conseillé par ses techniciens experts pour imposer le bien public à tous, ou bien se satisfaire d'une girouette empathique avec tous, et de ce fait nécessairement inefficace ?
- 55 Le philosophe Michel Eltchaninoff rappelle que l'Athénien Périclès, au ^v^e siècle avant notre ère, « grand démocrate et dirigeant à forte poigne » avait dirigé sa cité pendant plus de trente ans. Il y parvenait car, en maintenant la même orientation à une politique approuvée par le peuple, il savait rappeler à ce dernier l'inconstance de ses opinions soumises à ses passions et non inspirées par l'intérêt de la cité.
- 56 Aujourd'hui, les élus, souvent mal éclairés, peinent à faire de la qualité du cadre de vie une valeur citoyenne des habitants, et au nom de celle-ci à affronter l'opinion publique et les intérêts particuliers (des propriétaires et des lobbies économiques notamment). Ce qui est pourtant possible quand l'exercice du pouvoir local est fondé sur un véritable débat citoyen et sur la confiance établie entre administrés et élus.
- 57 Sans cette confiance établie par une participation attentive des habitants aux prises de décisions publiques, sans l'intervention de médiateurs (paysagistes ou non) qui écoutent la parole citoyenne autant que technicienne, il est difficile de donner à l'action publique paysagère la légitimité que l'élu éclairé en attend. En l'absence de cette légitimation, les mots juridiques de la Convention, qui appellent à l'expression locale démocratique et libre, resteront sans doute lettre morte.
- 58 Rappelons avec Thomas Hobbes que « c'est l'autorité, non la vérité, qui fait la loi ». Le charisme politique compte plus que l'expertise technique, et la volonté plus que la

raison³. En d'autres termes, l' élu comme les techniciens devraient savoir écouter les opinions habitantes, et décider, en s'opposant si nécessaires aux avis égoïstes, des actions publiques paysagères effectives qui conviennent à une majorité. Celles-ci devraient tendre davantage vers les valeurs de bien commun local (ce qui est créé par le débat public fructueux), plutôt que vers la satisfaction des objectifs et des finalités étatiques qui restent parfois discutables (la normativité excessive des lois Grenelle en témoigne) ou floues dans ce domaine (Donadieu, 2012).

- 59 Il reste encore beaucoup à faire pour les chercheurs afin d'éclairer les politiques comme les praticiens du paysage.

BIBLIOGRAPHIE

Aggéri, G., *Inventer les villes-natures de demain... Gestion différenciée, gestion durable des espaces verts*, Dijon, Educagri éditions, 2010.

Bennani, M.,

« Le rôle fondateur du paysage dans la création des villes coloniales marocaines », *Projets de paysage*, publié le 04/01/2012, URL : https://www.projetsdepaysage.fr/fr/le_r_le_fondateur_du_paysage_dans_la_cr_ation_des_villes_coloniales_marocaines.

Boutinet J.-P., *Anthropologie du projet* (1990), Paris, PUF, 1990, 2004.

Chomarat-Ruiz, C., « Paysagésités de la représentation » , *Projets de paysage*, publié le 19/01/2011, URL : https://www.projetsdepaysage.fr/fr/paysag_it_s_de_la_repr_sentation.

Devanne, A.-S., « Approche des relations des visiteurs à l'espace : une expérience du paysage », *Projets de paysage*, publié le 04/01/2012, URL : https://www.projetsdepaysage.fr/fr/approche_des_relations_des_visiteurs_a_l_espace_une_experience_du_paysage.

Donadieu, P. et Corajoud, M., « Modélisation du projet de paysage », rapport de recherche, Versailles, ENSP, 1995, 62 p. et annexes.

Donadieu P., *La Société paysagiste*, Arles/Versailles, Actes Sud/ENSP, 2002.

Donadieu, P., « Éléments pour une histoire de la recherche à l'École nationale supérieure du paysage de Versailles (ENSP) », *Projets de paysage*, publié le 26/06/2009, URL : https://www.projetsdepaysage.fr/fr/elements_pour_une_histoire_de_la_recherche_a_l_ecole_nationale_superieure_du_paysage_de_versailles_ensp_.

Donadieu, P., *Sciences du paysage, entre théories et pratiques*, Paris, Lavoisier, 2012.

Ghannouchi, A.,

« La ville européenne de Sousse : naissance d'un paysage urbain », *Projets de paysage*, publié le 04/01/2012, URL : https://www.projetsdepaysage.fr/fr/la_ville_europ enne_de_sousse_naissance_d_un_paysage_urbain.

Hueber, J. et Piaton, C. (sous la dir. de), *Tunis, architectures 1860-1960*, Tunis, Elyzad, 2011.

Jackson, J. B., « The house in the vernacular landscape », dans M. P. Conzen (ed.), *The making of the american landscape*, London, Routledge, p. 355-369.

Labat, D.,

« Entre expertise paysagère et stratégies d'acteurs : quelle place pour le paysage ? », *Projets de paysage*, publié le 20/07/2011, URL : https://www.projetsdepaysage.fr/fr/entre_expertise_paysagere_et_strategies_d_acteurs_quelle_place_pour_le_paysage_.

Le Dantec, J.-P., *Le Sauvage et le Régulier. Art des jardins et paysagisme en France au XX^e siècle*, Paris, Le Moniteur, 2002.

Luginbühl, Y. et Toubanc, M., « De l'utilité de l'émondage à la contemplation du paysage », rapport de recherche pour le ministère de l'Environnement et l'Inra SAD Armorique, 1998.

Périchon, S.

, « Les prés vergers de pommiers à cidre et les agroforêts de cacaoyers », *Projets de paysage*, publié le 04/01/2012, URL : https://www.projetsdepaysage.fr/fr/les_pres_vergers_de_pommiers_a_cidre_et_les_agroforets_de_cacaoyers.

Pousin F. (dossier coordonné par), « Autour du projet », *Les Carnets du paysage*, Arles/Versailles, Actes Sud/ENSP, 2001, p. 58-147.

Racine, M., (sous la dir. de), *Créateurs de jardins et de paysages*, Arles/Versailles, Actes Sud/ENSP, 2001 et 2002, 2 tomes.

Romain, F., « La construction des paysages fluviaux urbains au Nord de la Méditerranée », *Projets de paysage*, publié le 23/12/2009, URL : https://www.projetsdepaysage.fr/fr/la_construction_des_paysages_fluviaux_urbains_au_nord_de_la_mediterranee.

Steenhuysen, S., « La construction symbolique du territoire », *Projets de paysage*, publié le 04/01/2012, URL : https://www.projetsdepaysage.fr/fr/la_construction_symbolique_du_territoire.

Tiberghien, G. et Besse, J.-M., « Hodologique, suivi de quatre notes conjointes », *Les Carnets du paysage*, n° 11, Arles/Versailles, Actes Sud/ENSP, 2003, p. 7-34.

Vidal, R.

, « L'urbanisme balnéaire : processus de colonisation ou aménagement durable du littoral ? », *Projets de paysage*, publié le 04/01/2012, URL : https://www.projetsdepaysage.fr/fr/l_urbanisme_balneaire_processus_de_colonisation_ou_aménagement_durable_du_littoral_.

Voisenat, C. et Nottéghem, P. (textes réunis par), *Paysage au pluriel*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 1995.

NOTES

1. Chronique de Pierre Donadieu publiée en 2011 sur le site Topia. <https://topia.fr/>.
2. Eltchaninoff, M., *Philosophie Magazine*, n° 53, p. 42-43.
3. Martin Legros, *Philosophie Magazine*, n° 53, 2011, p. 41.

RÉSUMÉS

En reprenant, notamment, quelques résultats de recherches doctorales menées au sein du laboratoire de recherche de l'ENSP de Versailles (Larep) au cours des quinze dernières années, une partie des connaissances relatives au projet de paysage des paysagistes et aux projets sociétaux et politiques de paysage ont été réunies. Dans le champ des sciences de l'homme et de la société, les méthodes d'étude du projet de paysage sont évoquées et de nouvelles questions de recherche esquissées.

Through going back, notably, on some Ph.D research results led within the research lab of the ENSP of Versailles (LAREP) during the last 15 years, a part of the knowledge concerning the landscape project of the landscapers, and the societal and political projects of landscape, have been combined. In the field of social and human sciences, the study methods of the landscape project are evoked, and new research questions emerge.

INDEX

Mots-clés : paysage, projet de paysage, sciences de la conception des projets de paysage, phénoménologie, herméneutique

Keywords : landscape, landscape project, landscape design studies, phenomenology, hermeneutics

AUTEUR

PIERRE DONADIEU

Agronome et géographe, Pierre Donadieu est professeur de sciences du paysage à l'École nationale supérieure du paysage de Versailles-Marseille. Il est professeur émérite à l'École nationale supérieure de paysage de Versailles-Marseille.
p.donadieu[at]icloud[dot]com